

Tony Blair face à la gifle du rapport Chilcot sur la guerre en Irak : et si tout le monde passait à côté de la vraie question sur la responsabilité de l'Occident ?



Le rapport Chilcot, qui revient sur les conditions d'intervention britannique en Irak, pose la question de la stratégie des Occidentaux lors de ce type d'intervention, notamment en ce qui concerne la phase de reconstruction et de stabilisation.

Avec Guillaume Lagane
Avec Patrick Haimzadeh

Atlantico : Suite à la publication du rapport Chilcot sur l'intervention britannique en Irak ce mercredi, Tony Blair a adressé des excuses familles des soldats décédés, mais il a également affirmé : "Je crois que nous avons pris la bonne décision et que le monde est meilleur et plus sûr." Répondre à la question de savoir si cette guerre aurait dû ou non être menée est-il suffisant aujourd'hui ? Dans quelle mesure le rapport Chilcot devrait-il plutôt poser la question de la manière dont elle a été menée ?

Guillaume Lagane : Cela fait maintenant 13 ans que l'on se pose ces questions autour de la légalité et du caractère "juste" de cette intervention. Ainsi, les discussions autour des causes de cette guerre l'ont emporté sur la manière dont celle-ci s'est déroulée. La sortie de ce rapport a été retardée depuis un moment déjà, à quoi s'ajoute son coût de près de 10 millions d'euros aux frais du contribuable britannique. Néanmoins, c'est un rapport critique à l'égard de l'approche de Tony Blair à l'époque. Bien que le propos du rapport soit véridique, il lui manque un aspect de contextualisation concernant la prise de décision de cette intervention : **il ne faut pas oublier que cette intervention a été décidée, si l'on peut dire, "au lendemain" du 11 septembre. Ces attentats spectaculaires ont donné, à toute la politique étrangère qui a suivie, une connotation qui n'était pas que rationnelle mais également émotionnelle.** De ce point de vue-là, la relation privilégiée entre Londres et Washington a joué à plein ; c'est comme cela qu'il faut comprendre la solidarité de Tony Blair à l'égard de George W. Bush.

Sur le plan purement légal, il ne faut pas oublier qu'en droit international, le déclenchement d'une guerre n'est possible qu'à deux conditions : avoir l'accord du Conseil de sécurité de l'Onu – et sur ce point à l'époque, les positions de la Russie et de la France empêchaient cette autorisation – ou avoir recours au principe de la légitime défense. Aujourd'hui, les raisons de l'intervention liées aux armes de destruction massives que fabriquait et possédait Saddam Hussein, et qui ont permis le recours à ce principe de la légitime défense, sont bien faibles et au final erronées. **Dans le contexte de l'époque, personne ne niait cette existence dans la mesure où Saddam Hussein avait utilisé ce type d'armes contre la population kurde de l'Irak, mais également au cours de la guerre du Golfe.** Par ailleurs, le pays avait participé à la prolifération nucléaire dans les années 1970 et 1990. La seule chose sur laquelle nous n'étions pas tout à fait au clair était le degré d'avancement d'acquisition de ce type d'armes par le régime. Or, la chute de Saddam Hussein a montré que ce degré était bien moins important que ce qui pouvait être avancé. **Pour Londres et Washington, cette histoire d'armes de destruction massive n'était qu'un prétexte à un projet beaucoup plus global, à savoir la démocratisation forcée du Moyen-Orient afin de traiter le radicalisme musulman dans les pays arabo-musulmans privés de**

démocratie et de développement économique. L'Irak devait ainsi constituer le laboratoire de cette transformation générale.

Patrick Haimzadeh : Cette phrase de Tony Blair vise à le détourner de sa responsabilité que ce rapport met en évidence. Sur la question de savoir si une autre stratégie aurait dû être mise en oeuvre pour que ça se passe moins mal, il faut rappeler que **ce sont les Etats-Unis qui avaient la main, pas la Grande-Bretagne.**

Quelles erreurs d'appréciation, selon vous, ont été commises dans le cadre de l'intervention en Irak en 2003 ?

Guillaume Lagane : La principale erreur qu'on peut aujourd'hui pointer du doigt consiste en la différence entre les moyens affectés et l'ampleur de la tâche. Sur le plan militaire, Donald Rumsfeld a eu raison de dire que cette mission pouvait être réalisée avec un faible nombre de soldats américains puisqu'au final, la résistance des forces irakiennes a été assez faible. En revanche, la reconstruction du pays, une fois les troupes américaines parvenues à Bagdad, a été beaucoup plus compliquée. De ce point de vue là, **la première erreur a été de vouloir faire table rase du passé et d'appliquer à l'Irak le modèle de l'Allemagne et du Japon au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale : reconstruire et démocratiser un pays entièrement détruit.** Ce qui a été possible en Allemagne ne l'a pas été dans le contexte de l'Irak, d'autant plus que la société irakienne s'est révélée beaucoup plus complexe qu'on ne le pensait. Les sunnites ont eu le sentiment d'être marginalisés alors qu'ils constituaient le groupe dominant sous l'ère de Saddam Hussein, ce qui c'est traduit par des violences commises contre les Américains et un début de guerre civile avec les chiïtes.

A partir de 2006, l'administration Bush a décidé de l'envoi de plusieurs milliers de soldats supplémentaires en Irak, avant d'entamer une réconciliation avec les sunnites appelée "**le mouvement du réveil**". Ce changement politique a eu des effets bénéfiques sur le terrain malgré la guerre de basse intensité qui demeurerait. On a pu alors assister à une libéralisation de la société irakienne, avec l'apparition de plusieurs partis, d'une presse libre, et finalement d'un Etat qui paraissait plus démocratique que ses voisins malgré ses défauts. **La dernière erreur américaine est attribuable à l'administration Obama qui a décidé en 2011 du retrait des troupes américaines d'Irak sans chercher d'accord sur une présence permanente avec le gouvernement en place.** A partir de là, la politique sectaire du gouvernement de Nouri al-Maliki, Premier ministre issu de la majorité chiïte a envenimé la situation. Les sunnites se sont alors, de nouveau, sentis marginalisés, se radicalisant de fil en aiguille pour finir par rejoindre l'Etat islamique.

Patrick Haimzadeh : **L'administration américaine n'était pas monolithique,** et était donc traversée par plusieurs courants : les militaires qui souhaitaient l'envoi d'un nombre important d'hommes sur le terrain pour rétablir les services publics rapidement, la tendance des néo-conservateurs également, etc. Dans ces conditions, **l'adoption d'une stratégie était compliquée, avec des arbitrages rendus par George W. Bush,** d'abord dans le sens des partisans d'une présence importante sur le terrain de soldats américains. Puis, avec l'envoyé spécial Paul Bremer, une nouvelle idée s'est rapidement imposée : **purger le système des anciens cadres.** C'est donc une vision plus idéologique qui s'est imposée dans ce second temps, à l'image de ce qui a pu mené en Allemagne ou au Japon après la Deuxième Guerre mondiale : on pensait alors qu'en cassant complètement l'ancien régime, on pourrait alors engager un nouveau cercle vertueux basé sur la démocratie.

Si l'on pousse l'idée de l'Etat démocratique, c'est la majorité qui l'emporte. En Irak, celle-ci est constituée par les chiïtes. La démocratie leur a donc permis d'accéder au pouvoir après des décennies de marginalisation sous Saddam Hussein. Ainsi, les anciens détenteurs du pouvoir se retrouvaient exclus du nouveau système. Et beaucoup de ces exclus se sont tournés vers ce qui est devenu l'Etat islamique.

Le rapport Chilcot précise que l'intervention a été décidée à partir "de renseignements et d'évaluations erronées". Dans quelle mesure cette erreur de départ devrait-elle être imputée aux responsables politiques qui ont décidé de cette intervention ?

Guillaume Lagane : Les politiques sont souvent dépendants des informations que leur communiquent les services de renseignement. Concernant le caractère erroné de ces informations dans le cas de l'Irak, je pense qu'il peut y avoir deux explications. La première réside dans le fait qu'**une partie des informations était véhiculée par le parti Baas lui-même qui a contribué ainsi à creuser sa propre tombe.** La deuxième explication réside dans la manipulation de ces informations par les politiques qui cherchaient une raison pour intervenir. En Grande-Bretagne, il n'y a pas de Constitution, et donc de dispositifs permettant de mettre en oeuvre une action judiciaire contre Tony Blair. La seule conséquence est donc politique, dans le sens où la faction modérée que dirigeait Blair au sein du Parti travailliste a fini par perdre le pouvoir, laissant la voie à l'aile gauche du Parti incarnée par Jeremy Corbyn qui s'est opposée à l'intervention de 2003.

Patrick Haimzadeh : Beaucoup d'ouvrages aux Etats-Unis ont mis en avant le fait que les responsables de la CIA savaient que l'Irak ne disposait pas de tout cet arsenal chimique, tandis que des structures parallèles aux services de renseignement ont été mises en place pour monter un dossier à charges contre Saddam Hussein. **On peut envisager désormais, à l'issue de la révélation de ce rapport, que des familles de militaires britanniques tués puissent tenter une action en justice.**

Le rapport indique également que les conséquences de l'intervention ont été "sous-estimées" par la Grande-Bretagne qui a "échou(é) à prendre en compte l'ampleur de la tâche nécessaire pour stabiliser, administrer et reconstruire l'Irak". Les pays ayant décidé d'intervenir avaient-ils véritablement planifié l'après-Saddam Hussein ? Quel était exactement leur plan ? Pourquoi les choses ne se sont-elles pas déroulées comme prévu après le renversement du dirigeant irakien ?

Guillaume Lagane : **La responsabilité du Royaume-Uni est particulièrement grande dans la mesure où il s'agit de l'ancienne puissance coloniale de l'Irak.** A la suite des accords Sykes-Picot, la Grande-Bretagne est devenue la puissance mandataire ayant construit l'Etat irakien, et ce jusqu'à l'arrivée du parti Baas et la proclamation de la République irakienne en 1958. **On aurait donc pu attendre davantage de la part des Britanniques, notamment en ce qui concerne les connaissances sur la société irakienne et les moyens de l'administrer, ne serait-ce qu'indirectement comme ils le faisaient dans le reste de leur Empire colonial.** Sans doute les Britanniques ont-ils été influencés par les idées américaines, plus radicales : la dissolution de l'armée irakienne et du parti Baas.

Au sein de l'administration américaine, il y avait plusieurs voies quant à l'avenir de l'Irak : ceux qui avaient **la volonté d'y établir une démocratie pure et parfaite** – d'ailleurs on avait envisagé un changement du drapeau avec un remplacement du vert, couleur du nationalisme arabe, par du bleu, jugé moins violent; et **une faction plus réaliste, qui souhaitait le maintien des institutions irakiennes, et faire de l'Irak un pays similaire à la Turquie où l'armée aurait joué un rôle unificateur entre les différentes composantes religieuses et ethniques de l'Irak**. Au début, ce sont les idéalistes qui menaient, avant que les réalistes ne reprennent un peu la main. Mais la volonté de retrait de l'Irak en 2011, inscrite dans la stratégie américaine du pivot au profit de la région Pacifique, a précipité la déstructuration de l'Etat irakien qu'on observe aujourd'hui.

Patrick Haimzadeh : Il faut rappeler que la Grande-Bretagne était un supplétif des Etats-Unis ; à ce titre, **les Britanniques n'avaient d'ailleurs pas accès à tous les plans relatifs à l'après-guerre**. Les Britanniques étaient responsables de la région de Bassorah et de tout le Sud dominé par les chiites. Si l'on dresse leur bilan dans cette partie de l'Irak, on pourrait dire qu'ils s'en sont moins mal sortis que les Américains : il n'y a pas eu les mêmes carences en termes de services publics de base notamment. Sans doute parce que la Grande-Bretagne a une expérience coloniale. Quand bien même les Britanniques auraient affirmé que la stratégie américaine de l'après-guerre était mauvaise, ils n'étaient pas en mesure d'avoir une quelconque influence sur celle-ci. Même si l'Histoire a finalement révélé que la stratégie américaine était mauvaise, il n'est pas certain qu'une autre stratégie, à terme, aurait permis de faire mieux. Je ne connais **aucun exemple d'intervention militaire ayant contribué à la destruction d'un Etat plutôt jeune et fragile qui soit ensuite parvenue à la reconstruction de cet Etat depuis l'étranger**. Même au Sud Soudan, avec pourtant tous les moyens mis en oeuvre par la communauté internationale, on ne peut pas dire que cela fut une réussite.

Les Occidentaux auraient-ils du mal à retenir les leçons de l'Histoire, notamment en termes d'élaboration de stratégies prévoyant les suites d'une intervention ?

Guillaume Lagane : Il y a effectivement **une amnésie collective caractéristique des régimes démocratiques, qui fait qu'on oublie assez rapidement les leçons du passé pour répondre aux défis du présent**. La première leçon qui, pour le coup, n'avait pas été oubliée par les artisans de l'invasion de l'Irak, fut qu'il est préférable d'agir en amont face à un dictateur prêt à passer à l'action – on a d'ailleurs souvent fait un parallèle entre la situation de l'Europe en 1939 et celle du Moyen-Orient dans les années 2000. En revanche, **on a oublié les leçons de l'après-guerre : la reconstruction de l'Europe grâce au plan Marshall, la création de l'OTAN, etc. tout ceci a été rendu possible grâce au maintien de plusieurs centaines de milliers de soldats américains en Europe**. On imagine très bien ce qui aurait pu se passer si les Américains étaient partis en 1948/1949... On a pu le voir après 1918, lorsque le président Wilson a été incapable de faire ratifier le traité de Versailles par le Congrès américain : les Américains n'ont pas pu faire face à la montée des totalitarismes en Europe dix ans plus tard.

A l'heure actuelle, on voit bien les limites de ce type d'intervention avec le cas de l'Afghanistan : il a été décidé que l'OTAN mettrait un terme à son intervention après 2014 ; or des centaines de milliers de soldats américains sont encore présents sur le sol afghan, et on peut imaginer ce que serait l'état actuel du pays sans ces forces... De la même manière, les refus américain et britannique d'intervenir en Syrie font écho aux échecs de ces dernières interventions, notamment en Libye. Néanmoins, la contrepartie de cette non-intervention est un conflit qui s'enlise et qui a fait près de 200 000 morts...

Patrick Haimzadeh : Lorsque je me suis exprimé dans les médias en 2011 pour dire que c'était une erreur d'intervenir en Libye afin de changer le régime, j'étais très minoritaire et tout le monde était persuadé que la démocratie allait s'installer. Puis, on s'est rendu compte que la situation dégénérait en guerre civile, et qu'une guerre civile ne s'arrête pas en appuyant sur un bouton, ce qui explique d'ailleurs pourquoi la situation perdure cinq ans après. Néanmoins, je ne pense pas être un non-interventionniste. Dans le cas du Mali, par exemple, la situation de l'intervention était différente : il s'agissait de sauver l'Etat malien existant, qui menaçait d'être mis à mal par un embryon de régime totalitaire. Avant d'aller détruire un Etat, il faut se poser la question de sa construction : **comment administrer aujourd'hui un Etat détruit sans le coloniser, comme on a pu le faire récemment au Kosovo par exemple ?** Avant une intervention, il faut aussi se demander si les conséquences ne seront pas plus graves que le problème censé être traité. A ce titre, l'exemple de la Libye est révélateur.

Ces interventions révèlent également le fait que l'Occident n'est plus omnipotent comme il a pu l'être au début du XXème siècle, en décidant du tracé des frontières, des personnalités à installer au pouvoir, etc. Aujourd'hui, nous avons des opinions publiques, Internet, des puissances régionales arabes qui elles-mêmes s'ingèrent et interviennent telles que l'Egypte ou l'Iran. **L'Occident est en revanche capable aujourd'hui de créer du désordre sans pour autant être capable de reconstruire un ordre.**

Propos recueillis par Thomas Sila